



CONFORMITY ASSESSMENT BODY
EIDAS
TRUST SERVICE PROVIDERS
ISO 27001
LA ISO 27001
LI ISO 27001
RM ISO 27005

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Des personnes certifiées, candidats à la certification ou aux examens de LSTI



LSTI WORLDWIDE LIMITED
A LSTI GROUP MEMBER
SUITE B, APEX CENTRE
SANDYFORD BUSINESS PARK
DUBLIN 18 IRELAND

LSTI SAS
10 AVENUE ANITA CONTI
35400 SAINT-MALO
FRANCE

LSTI EAST EUROPE
A LSTI GROUP MEMBER
OFFICE #, ÉT.2, ENTR. 3
BL. 418, MLADOST-4 1715 SOFIA
RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

LSTI Société par Actions Simplifiée immatriculée au RCS de Saint-Malo sous le numéro 453 867 837 et dont le siège social est situé au 10 avenue Anita Conti, 35400 SAINT-MALO (FR14794598813) (ci-après « LSTI») est un organisme certificateur qui procède à la certification de conformité de systèmes de management, des services et des personnes dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information.

LSTI est représentée par Armelle Trotin, sa Présidente et DPO.

LSTI est accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) sous le numéro n°4-0063 selon la norme NF EN ISO 17021, sous le n° 5-0546 selon la norme NF EN ISO/CEI 17065 :2012 et sous le numéro n° 4-0091 selon la norme NF EN ISO/CEI 17024 et selon les règles d'application du Cofrac pour les portées précises disponibles sur le site www.cofrac.fr.

LSTI est habilitée par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) pour procéder à la qualification des prestataires de services de confiance.

Dans le cadre de certaines de ses activités de certification, LSTI est amenée à recueillir auprès des entreprises ou des personnes candidates à la certification ou aux examens de compétences, des informations nominatives les concernant.

LSTI gère ces données personnelles dans le respect des règles édictées d'une part par les normes internationales liées à la certification de conformité notamment la norme ISO/IEC 17024 - « Exigences générales pour les organismes de certification procédant à la certification de personnes », les règles édictées par l'ANSSI pour l'évaluation des auditeurs PASSI, analystes PRIS et autres experts et les exigences du RÈGLEMENT (UE) 2016/679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

LSTI dispose d'une équipe d'experts en sécurité des systèmes d'information pour assurer la protection des données personnelles recueillies dans le cadre des activités de certification. LSTI met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité des traitements de données à caractère personnel et la confidentialité de données personnelles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, afin de préserver la sécurité des données et, notamment, d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès (protection physique des locaux, procédés d'authentification avec accès personnel et sécurisé via des identifiants et mots de passe confidentiels, journalisation des connexions, chiffrement de certaines données...), isolation de réseaux.

Les données personnelles recueillies dans le cadre de la certification sont hébergées sur les systèmes d'information internes de la société LSTI. Ces données ne sont en aucun cas transmises à des tiers ni autres destinataires à l'exception des autorités administratives ou indépendantes désignées dans les textes réglementaires qui régissent certaines activités de certification notamment l'ANSSI ou la CNIL. Elles ne sont exploitées que pour la finalité de la certification.

Elles sont conservées pour des raisons de tracabilité des décisions et de maintien de la certification, pendant toute la durée de la certification ou de l'habilitation et la durée exigée par le COFRAC pour les besoins de l'accréditation.

Seules les personnes de LSTI ayant le besoin d'en connaître dans le cadre de leur activité de certification ou d'évaluation (pour le COFRAC et l'ANSSI) ont accès aux informations personnelles détenues par LSTI.

Les données sont reçues, analysées et conservées pour :

- Vérifier le respect des prérequis des candidats à la certification et le maintien de leur certification,

- En apporter les preuves aux organismes d'accréditation et aux autorités administratives ou indépendantes désignées dans les textes réglementaires qui régissent certaines activités de certification notamment l'ANSSI ou la CNIL.

LSTI enregistre les données suivantes :

- Prénom,
- Nom,
- Date de naissance,
- Pièce d'identité
- CV
- Diplômes
- Expérience relative à la certification concernée (nombre de jours d'audit, etc.)
- Numéro de téléphone, adresse email, adresse postale
- Date des examens passés
- Résultat aux examens

A des fins de promotion de la certification les informations suivantes sont publiées sur le site www.lsti.fr après consentement de la personne :

- prénom, nom, date de certification et de norme de certification

DROITS DES PERSONNES CERTIFIEES, CANDIDATS A LA CERTIFICATION OU AUX EXAMENS LSTI

Conformément à la réglementation européenne en vigueur, les personnes certifiées et candidats aux examens de LSTI disposent des droits suivants :

- droit d'accès (article 15) et de rectification (article 16), de mise à jour, de complétude de ses données
- droit de verrouillage ou d'effacement de ses données à caractère personnel (article 17), lorsqu'elles sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite
- droit de retirer à tout moment un consentement (article 13-2c)
- droit à la limitation du traitement de ses données (article 18)
- droit d'opposition au traitement de ses données (article 21)

Si la personne souhaite savoir comment LSTI utilise ses données personnelles, demander à les rectifier ou s'oppose à leur traitement, la personne peut contacter LSTI par écrit à l'adresse suivante : LSTI – DPO, 10 avenue Anita Conti, 35400 Saint-Malo.

Les demandes de suppression de données personnelles seront soumises aux obligations qui sont imposées à LSTI par les normes d'accréditation, d'habilitation et par la loi, notamment en matière de conservation ou d'archivage des documents. Enfin, les personnes certifiées ou candidats à la certification ou aux examens de LSTI peuvent déposer une réclamation auprès des autorités de contrôle, et notamment de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>).

Armelle Trotin
Présidente